

Humanitaire : bras de fer entre Kinshasa et l'Onu

Congo-Kinshasa Le régime Kabila boycotte les donateurs et ceux qui auront leurs dons.

L'Onu, l'Union européenne et les Pays-Bas, organisateurs de la conférence des donateurs pour le Congo-Kinshasa, ont maintenu celle-ci malgré la décision du régime du président hors mandat Joseph Kabila de la boycotter parce qu'elle véhiculerait une "mauvaise image" du Congo. La rencontre s'est donc tenue vendredi à Genève.

Les organisateurs avaient escompté des promesses d'aide pour un montant total de 1,37 milliard d'euros pour financer des projets humanitaires en 2018 et 2019 au Congo, où quelque 13 millions de personnes auront besoin d'assistance cette année. Les Congolais paient ainsi l'accumulation d'années de négligence des autorités, dont l'effet destructeur a été démultiplié par des explosions de violence meurtrière au Kivu (Est du pays) depuis une vingtaine d'années, au Tanganyika (Sud-Est, ex-Katanga) depuis 2013, au Kasai (centre) depuis 2016 et en Ituri (Nord-Est) depuis 2017.

Vendredi soir, les organisateurs avaient reçu des promesses pour 430 millions d'euros, dont notamment 77 millions de l'Union européenne, 54,3 millions d'euros des Etats-Unis, 113,5 millions d'euros de la Grande-Bretagne, 12 millions d'euros de la Norvège. La Belgique, quant à elle, s'est engagée à hauteur de 25 millions - contre 17 millions en 2017. Selon le communiqué de presse officiel, la Belgique "entend ainsi donner un signal à la communauté internationale et à nouveau témoigner sa solidarité à la po-

Le ministre congolais
des Affaires étrangères a...
menacé les ONG qui
accepteraient l'argent de la
Belgique de se voir interdire
de travailler au Congo.

pulation congolaise". Outre cette aide humanitaire directe, la Belgique va aussi augmenter de 10 % sa contribution au financement général des organisations humanitaires et fonds de bailleurs humanitaires, qui passe ainsi à 90 millions d'euros.

De son côté, le ministre congolais des Affaires étrangères, Leonard She Okitundu, a... menacé les ONG qui accepteraient l'argent de la Belgique de se voir interdire de travailler au Congo, selon un article publié vendredi sur le site de "Jeune Afrique". "Les ONG qui recevront cet argent ne seront pas autorisées à travailler dans notre pays", a déclaré M. Okitundu, qui a tenté de justifier cette position en assurant que "la Belgique a décidé de rompre de manière unilatérale sa coopération bilatérale avec nous, nous devons aller au bout de cette logique".

En réalité, c'est Kinshasa qui a réclamé, le 24 janvier dernier, "la cessation immédiate" des activités de l'agence de coopération belge et la fermeture de la Maison Schengen, gérée par l'ambassade de Belgique dans la capitale congolaise et qui délivrait les visas pour l'ensemble de l'espace Schengen. Le régime Kabila entendait ainsi réagir à la décision belge du 10 janvier de modifier sa coopération jusqu'à "l'organisation d'élections crédibles" au Congo.

Marie-France Cros